

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

91/06

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION D'OUVERTURE DU

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIURES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

DEVANT LE COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CPAEEC)

OTTAWA (Ontario)
Le 29 janvier 1991

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Merci beaucoup monsieur le président. Je ne ferai pas de longue déclaration. Il me semble en effet plus utile de reprendre quelques-unes des questions qui ont été soulevées ici ou ailleurs.

Depuis ma comparution de la semaine dernière, l'aspect politique de la crise a évolué. J'aimerais simplement effleurer quelques points et enchaîner immédiatement avec les questions.

J'aborderai notamment les conséquences des attaques aux missiles lancées contre Israël et l'Arabie saoudite. Ce qui ressort surtout, c'est que l'Iraq s'emploie inlassablement à faire entrer Israël dans le conflit en s'attaquant aux centres civils, particulièrement à Tel-Aviv. Comme le Gouvernement du Canada et d'autres l'ont déjà fait, je tiens à dire que l'abstention d'Israël, qui refuse d'être poussé à riposter immédiatement, est grandement appréciée.

Comme je l'ai dit en Chambre à la fin de la semaine passée, je me suis entretenu avec le ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. David Levy, pour lui témoigner notre sympathie pour les victimes et leurs familles, et pour lui dire que tout en reconnaissant le droit de riposte d'Israël, nous admirions son abstention, abstention qui ne peut que contribuer à maintenir la solidarité de la Coalition et à résister à Saddam Hussein qui espère visiblement diviser la Coalition en attaquant Israël.

Comme nous l'avons vu aujourd'hui, l'attaque aux missiles lancée contre Israël et l'Arabie saoudite se poursuit. Les tentatives iraqiennes pour étendre le conflit et semer la division par le bombardement aveugle de populations civiles se poursuivent. Bien entendu, nous sommes tout à fait conscients que si l'Iraq continue à lancer des missiles sur Israël, il serait exagéré de s'attendre à ce qu'Israël s'abstienne indéfiniment de riposter. D'après les discussions que j'ai eues avec d'autres membres de la Coalition, je ne pense cependant pas que l'Iraq puisse réussir à diviser les pays de la Coalition, même s'il finissait par précipiter la riposte d'Israël.

En ce qui concerne l'assistance humanitaire, à la suite des attaques aux missiles lancées contre Israël, le Canada a offert toute l'aide qu'il a pu; jusqu'ici, nous avons versé par l'entremise de la Croix-Rouge du Canada 500 000 \$ à son pendant israélien pour des fournitures médicales, des abris provisoires et la remise en état des logements touchés.

Nous venons d'apprendre que l'Iraq a rouvert sa frontière avec la Jordanie et qu'un certain nombre de personnes déplacées la traversent. D'après nos renseignements, leur nombre est encore limité, du moins du point de vue des Jordaniens. Le nécessaire a été fait, mais nous continuons à suivre les événements et, si une aide supplémentaire s'imposait, il va de soi que le Canada sera disposé à la fournir.

Un autre événement s'est produit ces derniers jours. En effet, de plus en plus d'avions de combat iraqiens se sont réfugiés en Iran; il y en aurait une centaine, selon certaines sources. Est-ce pour protéger temporairement ces avions que les pilotes iraqiens les ont amenés en Iran ou cela a-t-il été fait sans motif cohérent? Nous ne pouvons répondre que par des hypothèses et je dois dire que nous ne sommes pas encore fixés là-dessus. En revanche, nous croyons l'Iran lorsqu'il nous assure qu'il maintiendra ces avions au sol pour la durée du conflit et qu'il ne permettra pas que son territoire soit utilisé pour des actions hostiles.

Un certain nombre de propositions visant à mettre fin aux hostilités par l'entremise d'un cessez-le-feu plus ou moins immédiat ont été présentées à la fin de la semaine passée. Certaines l'ont été par des pays agissant à titre individuel, d'autres par le biais de l'ONU, une autre encore par un groupe du Mouvement des non-alignés.

Je dois dire que nous ne voyons aucun inconvénient à ces efforts d'autres pays, et qu'en fait, toute proposition qui offrirait une réelle possibilité d'écourter cette guerre et d'épargner des vies serait accueillie favorablement par le Canada et les autres États, à condition, toutefois, qu'elle oblige l'Iraq à se plier aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il est malheureusement instructif que toutes les propositions de cessez-le-feu dont nous sommes conscients -- par exemple celle de l'Algérie et celle de l'Inde -- se soient avérées irréalisables pour la simple et bonne raison qu'elles se fondaient toutes sur le retrait de l'Iraq du Koweït, et que Saddam Hussein continue à faire résolument la sourde oreille. Avant la période établie par les Nations Unies, Saddam Hussein a dit non à M. Baker et non à M. Perez de Cuellar. La pratique se poursuit : les initiatives proposées par l'Inde, par l'Algérie et par d'autres continuent de se heurter au même non.

S'il continue de laisser croire qu'il s'accrochera au Koweït jusqu'à ce qu'il en soit délogé par la force, Saddam Hussein réduira de beaucoup les possibilités d'une

proposition de paix ou d'un cessez-le-feu. Prenons-en comme exemples les observations que M. Tariq Aziz a faites dimanche lorsqu'il a tenu le Secrétaire général Perez de Cuellar personnellement responsable des pertes en Iraq, et les observations faites hier à des journalistes de CNN.

Ce qui m'amène à commenter les questions qui ont été récemment et publiquement posées au Canada et ailleurs sur les objectifs et les buts que nous poursuivons collectivement dans cette phase militaire de la crise.

Certains ont suggéré que nous avons élargi les buts visés par la guerre, que l'objectif est maintenant «d'avoir la tête de Saddam Hussein» ou d'anéantir pour toujours toute capacité militaire de l'Iraq, et ainsi de suite.

Dès le début de la crise, nous avons fait savoir clairement que nos objectifs -- ceux du Canada et ceux de la Coalition -- sont ceux qui ont été établis dans les diverses résolutions du Conseil de sécurité, et qu'il n'y a pas de visées plus larges qui débordent l'intention de ces résolutions. Les analyses suggérant que la Coalition s'est donné pour objectif caché d'éliminer la capacité militaire de l'Iraq pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la crise ne sont bien sûr que des spéculations pour le moment, étant donné l'absolue nécessité de contrer les capacités militaires iraqiennes pour pouvoir tout simplement libérer le Koweït. Il serait absolument irresponsable et beaucoup plus dangereux d'ignorer l'arsenal de Saddam Hussein basé en Iraq et de promouvoir une campagne qui se limiterait à évincer ses forces du Koweït sans réduire sa capacité de protéger sa position à partir de l'Iraq.

Comme le premier ministre l'a mentionné clairement et comme je l'ai répété à maintes reprises, nous faisons tout simplement respecter les résolutions du Conseil de sécurité. Rien de plus. Rien de moins.

Saddam Hussein peut éviter que ces résolutions aient à être appliquées par les armes. Il le sait, et il le sait depuis le début de cette crise qu'il a créée en envahissant et en annexant le Koweït. Il n'est tout simplement pas intéressé à répondre; s'il l'est, il n'en a donné jusqu'ici aucun signe.

Un autre grand développement de la dernière semaine a évidemment été le déversement par l'Iraq d'énormes quantités de pétrole brut dans le Golfe. Ce geste pénible et stupéfiant montre encore une fois jusqu'où Saddam Hussein est prêt à aller pour poursuivre ses objectifs : il est prêt à sacrifier tout un écosystème pour priver d'eau utilisable

les populations et les industries de l'Arabie saoudite et du Golfe. Le Premier ministre a mentionné que le Canada était disposé à participer au nettoyage de ce déversement. Et nous avons eu des discussions à ce sujet dans les derniers jours, tant dans le contexte de conversations multilatérales qu'au plan bilatéral, avec certains des pays affectés.

Nous avons offert certains équipements et certaines compétences. Et je m'attends à ce que nous participions à l'opération de nettoyage, avec un grand nombre d'autres. C'est une tâche massive. C'est un problème de taille que Saddam Hussein a créé en utilisant l'environnement comme arme de guerre. Le véritable message est que nous devons poursuivre nos objectifs initiaux jusqu'à ce que l'Iraq ne contrôle plus les installations pétrolières du Koweït, installations qu'il est manifestement prêt à utiliser comme instrument de terrorisme environnemental.

Cette dévastation de l'environnement comme moyen de guerre soulève la question de savoir quelles leçons nous allons tirer de ce conflit pour les décennies à venir. Nous avons commencé à examiner activement un certain nombre de dimensions de la planification de l'après-conflit, tant au niveau national que dans nos consultations avec d'autres pays, surtout les pays de la région et nos principaux partenaires de la Coalition. Ces dimensions comprennent la préparation de l'après-conflit dans la région, la réponse à donner aux besoins humains et matériels très réels qui devront être comblés, la stabilisation de la région sur le plus long terme et l'acquisition de connaissances plus larges, par exemple sur la façon de contenir le recours au terrorisme environnemental et de régler le problème permanent de l'existence de trop gros armements et d'un nombre excessif d'armes de destruction massive trop faciles à obtenir.

Nous travaillons dur pour régler ces problèmes, et je compte vous faire part de nos plans au fur et à mesure qu'ils progressent.

Voilà, monsieur le président, la déclaration liminaire que je voulais faire au Comité. Je me ferai maintenant un plaisir de répondre aux questions des membres.